

# Fondation du Centre Martin Luther King (CMLK)

## Contexte

---

### Réseau de groupes pacifistes

Dans les années 1960, avant et après la création du CMLK, les groupes intéressés à la non-violence forment un réseau d'au moins six groupes et de personnes appartenant plus largement au mouvement pacifiste. En témoigne une série de conférences organisées fin 1965 par le Mouvement international de la Réconciliation (MIR), le Service civil international (SCI), l'Internationale des résistants à la guerre (IRG), les quakers (Société religieuse des Amis), le mouvement de l'Arche (de Lanza del Vasto) et les Amis de Danilo Dolci. Les orateurs de ces conférences mensuelles sur le thème de la non-violence sont : Jacques Mühlethaler (École instrument de paix à Genève), Willy Béguin (fondateur de la branche suisse d'Eirene, a collaboré aux négociations avec l'Église kimbanguiste), Eric Descoedres (journal *L'Essor*, rédacteur en chef de *Coopération*), Max-Henri Béguin (médecin et pacifiste, objecteur de conscience et membre du SCI), Claude Gacond (espérantiste, fondateur en 1967 du Centre de documentation et d'étude sur la langue internationale) et André Trocmé (secrétaire itinérant du MIR, pasteur à Genève, inspirateur du sauvetage des Juifs au Chambon-sur-Lignon)<sup>1</sup>. *L'Essor* collabore étroitement avec le MIR de 1966 à 1972.

« Pendant un ou deux ans, tout le monde se retrouvait au CMLK » témoigne Guy Chatelan, membre du MIR et du groupe de l'Arche, actif au CMLK de sa fondation à 1975<sup>2</sup>. Il se souvient que Gisèle Gehret était active à la fois à l'Arche et au MIR.

En février 1969, se rencontrent au CMLK Arthur et Eric Villard de l'IRG, René Mingard du SCI, J.A. Curti observateur de Pax Christi, Paul Lauper et son épouse du groupe non-violent de Fribourg, quelqu'un de l'Arche, et Michel Grenier du MIR. Ils conviennent d'un texte de deux pages intitulé « Esprit présidant aux manifestations organisées en commun par les mouvements non-violents de Suisse romande »<sup>3</sup>.

### Martin Luther King et la non-violence

Martin Luther King, qui était membre du MIR (en anglais *International Fellowship of Reconciliation – IFoR*), est assassiné le 4 avril 1968. « Au cours d'une marche silencieuse commémorant sa mort à Lausanne, le Mouvement International de la Réconciliation (MIR) décide de donner son nom à un nouveau bureau, un centre de documentation sur la non-violence et la paix »<sup>4</sup>.

La mort de King provoque des réflexions qui sont relayées dans la presse locale. Deux exemples. Un hommage est rendu à King au Schauspielhaus de Zurich le 15 avril, avec Max Frisch, Leopold Lindtberg et Kurt Marti. Le texte de ce dernier, pasteur à Berne, est reproduit dans la *Gazette littéraire* le 27 avril sous le titre<sup>5</sup> « Un modèle de politique chrétienne ». King était « un pasteur politiquement engagé, son assassinat

---

<sup>1</sup> *Cahiers de la Réconciliation*, novembre 1965

<sup>2</sup> Guy Chatelan : *Souvenirs sur les débuts du groupe de l'Arche et du CMLK à Lausanne*, août-septembre 2017, 4 pages, archives CENAC : D.M.CMLK/H.

<sup>3</sup> «Compte-rendu du 2.2.1969 ». Ce texte est collectif, il n'est pas attribué au CMLK.

Archives du CENAC : [http://www.non-violence.ch/catalogue/index.php?lvl=notice\\_display&id=91808](http://www.non-violence.ch/catalogue/index.php?lvl=notice_display&id=91808)

<sup>4</sup> « Centre Martin Luther King : 20 ans pour la non-violence », in *Gazette de Lausanne*, 26.2.1988, p. 26.

<sup>5</sup> Kurt Marti : « Un modèle de politique chrétienne », in *Gazette de Lausanne*, 27-28.4.1968, p. 24.

En ligne : [http://www.letempsarchives.ch/page/GDL\\_1968\\_04\\_27/24/article/3382464](http://www.letempsarchives.ch/page/GDL_1968_04_27/24/article/3382464)

est peut-être motivé avant tout par des problèmes de politique intérieure », « Nous sommes à peine conscients, en Europe et en Suisse, que nous participons aussi à un système global d'exploitation et d'oppression ».

La chronique théologique du pasteur Eric Fuchs dans le *Journal de Genève*, est consacrée en octobre 1968 à la non-violence<sup>6</sup>, il mentionne le dossier du bulletin du Centre protestant d'études d'avril 1968 « Consommateurs ou révolutionnaires », il mentionne King, et conclut : « Bref, la non-violence n'est pas un illuminisme religieux, mais un moyen d'action politique révolutionnaire ».

## Michel Grenier

---

Michel Grenier est né en 1915 dans une famille bourgeoise à Lausanne, comptant des banquiers, des pasteurs, un politicien juriste et professeur, des gradés à l'armée dont son père lieutenant-colonel<sup>7</sup>. Il devient pacifiste au contact du Groupe d'Oxford (à Caux, devenu Réarmement moral puis Initiatives et changement). Il effectue son service militaire comme soldat non armé. Étudiant en théologie, il passe un semestre à Berlin et est touché par le fanatisme dégagé par une grande manifestation (30 janvier 1938) commémorant la prise de pouvoir de Hitler.



Assemblée du CENAC en 1996

Jeune pasteur, il est impressionné par un film sur le secours apporté aux Juifs par André Trocmé (il fait plus tard sa connaissance). Michel se forme comme prêtre-ouvrier, puis comme mécanicien à Zurich. Il y fait la connaissance de la famille Ragaz (socialistes chrétiens, proches des quakers) et travaille à Oerlikon. Pendant la guerre il est prêtre-ouvrier auprès de chômeurs à Bienne<sup>8</sup>.

De 1948 à 1958 Michel est pasteur en France, au Pays de Montbéliard. Il épouse Annette Monnin d'Audincourt et ils ont trois enfants. La cure qu'ils occupent « était toujours ouverte à des gens de passage, ouvriers algériens, réfugiés hongrois... ». Lorsque Michel organise une réunion d'information en lien avec « l'affaire algérienne », il est expulsé de France pour s'être « immiscé dans les affaires intérieures de ce pays »<sup>9</sup>.

Michel Grenier est pasteur à Ormont-Dessous de 1958 à 1968. Vers 1962, il assiste lors d'une rencontre du MIR à un exposé enthousiaste de Magda Trocmé, de retour d'un voyage aux Etats-Unis, sur « une personnalité nouvelle » et ses premières campagnes : le leader non-violent Martin Luther King. Autres événements marquants dans le cadre du MIR<sup>10</sup> : rencontres publiques et réflexions autour de la non-violence,

---

<sup>6</sup> Eric Fuchs : « Faut-il bénir la violence ? », in *Journal de Genève*, 14.10.1968, p. 13.

En ligne : [http://www.letempsarchives.ch/page/JDG\\_1968\\_10\\_15/13/article/8124484](http://www.letempsarchives.ch/page/JDG_1968_10_15/13/article/8124484)

<sup>7</sup> Samuel Grenier : « Trajectoire d'un homme engagé dans la recherche de la Paix et la reconnaissance de la non-violence », in *Terres civiles*, décembre 2004. Principale source utilisée pour ce portrait. Le père de Michel était lieutenant colonel (courrier de février 1996 à E. Bachofen, CENAC : D.B.GRENIER). Archives du CENAC : [http://www.non-violence.ch/catalogue/index.php?lvl=notice\\_display&id=91814](http://www.non-violence.ch/catalogue/index.php?lvl=notice_display&id=91814)

<sup>8</sup> Elisabeth Bachofen : « Der Mann der ersten Stunde », *Friedenszeitung*, février 1996. Ce texte affirme aussi que Michel aurait été secrétaire au bureau international du MIR à Genève. Il ajoute des informations sur les engagements de Michel après 1974.

<sup>9</sup> Michel Grenier : *Souvenirs [1915-1972]*, Lausanne, 1997, p. 34. Bibliothèque du CENAC : BR 1557.

<sup>10</sup> Ibid, p. 40-42. Elisabeth Monastier (1899-1963) est une nièce d'Hélène Monastier, liée aux quakers.

contact avec le secrétaire général du kimbanguisme (Congo belge), invitation de Martin Niemöller<sup>11</sup>, procès d'objecteurs, tournée de Jean Goss<sup>12</sup>. Le secrétariat et la comptabilité du MIR sont alors assurés bénévolement par Elisabeth Monastier.

Le comité du MIR romand décide début 1968, malgré le petit nombre de membres et le soutien financier apporté au secrétariat francophone international, d'engager un secrétaire à mi-temps. En mars, il est décidé que ce sera Michel Grenier, qui est engagé à 40% dès octobre 1968, l'Église vaudoise acceptant de lui confier des suffragances (remplacements) à 60%<sup>13</sup>. Il déménage plus tard dans la maison de l'avenue de Béthusy à Lausanne avec sa famille<sup>14</sup>. Le fils de Michel se souvient des discussions autour de la table familiale, concernant le soutien aux objecteurs de conscience (procès, visites en prison), et la non-violence (Gandhi, Lanza, Helder Camara, Oppenheimer, Niemöller).

Annette avait une relation étroite avec les quakers, Michel va aussi volontiers dans ce groupe de temps en temps<sup>15</sup>.

Michel s'engage pour le service civil, organise des chantiers avec le Service civil international (SCI), participe à des congrès (Tchécoslovaquie, Inde, Moscou et en France quand ses dix ans d'expulsion sont écoulés). Il continue son ministère pastoral en acceptant des remplacements dans diverses paroisses vaudoises, cependant ses activités lui valent « des remontrances sévères des responsables de l'Église vaudoise »<sup>16</sup>.

À la retraite, la famille de Michel vit en 1974 à la route de Genève 52 (dans le bâtiment où le CMLK déménagera en 1997). Annette décède en 1987, Michel en 1997.

Georges Cuendet écrit que Michel « avait réellement vocation d'apôtre de la non-violence [...] Quand il tenait une idée pour bonne, il la poursuivait jusqu'à sa réalisation. Son insistance allait parfois jusqu'à irriter ses partenaires [...] il était une main de fer dans un gant de velours, mais cette main était toujours fraternelle. Il multipliait les contacts avec ceux dont les convictions n'étaient pas les siennes »<sup>17</sup>.

## Le Centre Martin Luther King

---

### Objectifs et moyens

Durant les premiers temps, les objectifs et les moyens déclarés varient sensiblement. Ils font débat durant l'assemblée générale de novembre 1968. Au centre de ces tentatives se trouvent l'enthousiasme et la disponibilité de Michel Grenier, créateur de réseaux, prêt à s'engager comme secrétaire salarié du MIR<sup>18</sup>. Le comité romand du MIR a décidé avant l'automne 1968 de créer un tel secrétariat à temps partiel.

---

<sup>11</sup> Martin Niemöller (1892-1984), pasteur et théologien allemand. Il s'oppose à l'antisémitisme en 1933, est déchu puis enfermé en camp de concentration, devient militant pacifiste dans l'après-guerre.

<sup>12</sup> Jean Goss (1912-1991), secrétaire itinérant du MIR avec son épouse Hildegard Goss-Mayr.

<sup>13</sup> Grenier 1997, op. cit. p. 42 et p. 49. Un historique du MIR écrit fautivement que MG était secrétaire depuis 1967.

<sup>14</sup> Voir plus bas : « Un bureau à Béthusy », p. 4.

<sup>15</sup> Elisabeth Bachofen 1996, op. cit.

<sup>16</sup> Samuel Grenier 2004, op cit.

<sup>17</sup> Georges Cuendet, *Bulletin romand de la Réconciliation*, juin 1997. Cité par Samuel Grenier, op. cit.

<sup>18</sup> Il s'insurge quand on le qualifie de « fondateur » du CMLK : « on m'a demandé proposé d'être secrétaire et j'ai dit oui » (*Man hat mich angefragt, und ich habe Ja gesagt*). Elisabeth Bachofen 1996, op. cit.

Le CMLK sera pendant quatre ans un projet soutenu par le MIR, représentant une partie importante du travail de son secrétaire.

### Projet de secrétariat et de fondation

Un texte non daté, peut-être une ébauche seulement, débute avec une citation de M. L. King d'avril 1967, puis cet appel :

« Vu l'urgence de la situation dans le monde (minuit),  
décidés à passer aux actes,  
nous prenons le risque de créer un  
CENTRE MARTIN LUTHER KING  
(pour la justice, la réconciliation et la paix). »

Les buts sont d'« entendre les cris des opprimés (et de) rechercher les causes de l'oppression ». Les moyens font appel à la stratégie de lutte non-violente, la formation de militants, la coordination de l'action des Églises et des mouvements pacifistes. L'idée est de créer une « Fondation M. L. King » pour financer l'achat de l'ancien presbytère de l'Église libre d'Écublens puis les frais de fonctionnement comprenant le salaire d'un permanent : 130'000 francs sont nécessaires.

Ce document n'est pas signé, mais il indique qu'un membre de la Réconciliation s'est engagé pour 30'000 francs, et qu'un soutien du MIR (branche romande) est prévu<sup>19</sup>.

### Un bureau à Béthusy

Lanza del Vasto était de passage à Lausanne les 17-19 mai 1968<sup>20</sup>. Il est invité par Britta Lebet à l'avenue de Béthusy, à la « villa Béthulia » dans le parc de la Gottettaz, où elle a grandi et dont elle est copropriétaire avec sa sœur. Elle dit avoir de la place, et Michel Grenier informe Lanza de sa recherche de locaux<sup>21</sup>. Lanza aurait ainsi fait le lien.

Le « Centre Martin Luther King » est créé le 1<sup>er</sup> novembre 1968 par le MIR à Béthusy en tant que « Bureau de liaison et de documentation » en vue de « la création d'un Centre International Martin Luther King, école de non-violence pour la justice, la réconciliation et la paix, lieu de rencontre et de formation »<sup>22</sup>.



« Béthulia » à Béthusy

Les lieux sont rénovés par des bénévoles, mais l'extérieur gardera un aspect délabré pendant trente ans<sup>23</sup>. Le bâtiment est légué à la ville de Lausanne qui aura divers projets, toujours repoussés. Il est détruit après le déménagement du CMLK en 1997.

<sup>19</sup> *Vu l'urgence de la situation...* Archives CMLK/CENAC : D.M.CMLK/H.

<sup>20</sup> *Un interview de l'apôtre de la non-violence: Del Vasto, Lanza*, archives de la RTS. Émission "Carrefour" du 13 mai 1968. Archives du CENAC et en ligne :

[http://www.non-violence.ch/catalogue/index.php?lvl=notice\\_display&id=91978](http://www.non-violence.ch/catalogue/index.php?lvl=notice_display&id=91978)

<sup>21</sup> P. Beck : *Note sur l'origine du CMLK, selon des renseignements obtenus de Jean Corminboeuf et de Michel Grenier*, 15.4.1988. Archives CMLK/CENAC : D.M.CMLK/H.

<sup>22</sup> *Dimensions politiques de la non-violence*. Archives CMLK/CENAC : D.M.CMLK/H.

<sup>23</sup> Au bas d'un sentier abrupt, ... une vieille bâtisse aux façades décrépies. Elle a l'air abandonnée... une fontaine à sec (K. Sch. : « Le centre M.L. King à Lausanne : Un repère pour les parfaits non-violents », in

## Le congrès du MIR de 1968

Ces informations sur la création du CMLK figurent sur le tract invitant au Congrès du MIR des 23-24 novembre 1968, qui a lieu à Lausanne à la Maison du Peuple. Ces journées ont pour titre : « Dimensions politiques de la non-violence ». Le programme mêle assemblée générale le samedi après-midi, débat public avec Jean Lasserre et Eric Louis (« Révolution... avec ou sans violence ? »), forum le soir (« Des jeunes contestent »), groupes de travail le dimanche matin (service civil, actions non-violentes, objection à la Protection civile, éducation non-violente à l'école, réconciliation entre chrétiens, nouvelles par des responsables européens du MIR), culte ou messe en fin de matinée, rapports des groupes l'après-midi et finalement un exposé d'André Trocmé sur le thème : « Utopique non-violence ? ».

Un enregistrement d'une partie de l'assemblée générale donne quelques indications sur la teneur des débats<sup>24</sup>. Des avis divergents sont exprimés par rapport aux objectifs : réalistes et atteignables, ou alors idéalistes mais témoignant de la foi chrétienne des personnes en lutte. On évoque la création d'une « équipe d'intervention rapide ». Michel Grenier demande de la clarté, faut-il maintenir l'action ou la mettre en veilleuse ? Le président affirme qu'il ne faut « absolument pas abandonner l'objectif qui a été au premier plan de nos préoccupations toutes ces dernières années » : l'obtention d'un statut pour les objecteurs de conscience.

## Centre de documentation

Plusieurs tracts sont imprimés entre fin 1968 et début 1969, qui présentent le CMLK comme un centre de documentation. D'abord des appels aux donateurs potentiels pour du mobilier, des revues et des livres, et même un magnétophone portatif, « de plus en plus nécessaire pour les congrès, conférences, interviews, etc. ».

L'offre du CMLK consiste en « des informations sur les luttes » (mouvements de libération, démocratiques, socialistes progressistes et révolutionnaires), « des journaux et revues, catholiques et protestants, luttant pour le renouveau des églises... », des dossiers et livres.

Dans un encart paru dans *La Réconciliation* (édition de *L'Essor*) en octobre 1971, l'offre comprend de la documentation (y compris des enregistrements) et « des équipes en vue de forums, de groupes de jeunes, etc., des conférenciers sur les thèmes de la justice et de la paix ».

## Permanences

Des « permanences » ont lieu à fin 1968 et début 1969 chaque fin de semaine : les premiers samedis du mois à 18 heures (avec possibilité de dormir à Lausanne – car le public visé vient de toute la Suisse romande), et les dimanches soirs à 20 heures les autres semaines. Dans le rapport du secrétaire, ces rencontres sont qualifiées d'indépendantes du MIR comme du CMLK.

Selon deux procès-verbaux qui nous sont parvenus, 10 à 12 personnes s'y retrouvaient, dont une avec le rôle de « veilleur », une autre de « rapporteur ». Le MIR utilise le Centre « comme d'autres groupes et mouvements : l'idée est de rester ouvert, et l'intention de tendre à un esprit de communauté ». Ces rencontres sont

---

*Le Peuple - La Sentinelle*, 30 mars 1971). En 1996, une autre visiteuse fait la même remarque : *Im alten Brunnen kein Wasser* (Elisabeth Bachofen 1996, op. cit.)

<sup>24</sup> *Congrès du MIR 23-24 novembre 1968 à Lausanne*. Archives CMLK/CENAC : K.A.008 (en cours).

essentiellement l'occasion d'échanger les informations des groupes et plus largement l'actualité concernant paix et non-violence. On fait aussi la liste des procès d'objecteurs à venir.

On trouve parmi ces « pionniers »<sup>25</sup> : Luc Francey (instituteur, *L'Essor*), Daniel Schori (naturopathe), Marc Guignard (fondateur du Mouvement des Aînés), Daniel Pache (qui deviendra directeur du Centre social protestant), Daniel Béguin, René Mingard, Jean-Paul Rohrbach, Jean-Paul Auberson, les pasteurs Georges Kobi et André Jufer, et bien entendu Michel Grenier.

### Le congrès du MIR de 1969

Ce congrès a lieu à Vaumarcus en septembre 1969, un enregistrement nous renseigne sur une partie des échanges<sup>26</sup>.

Michel Grenier fait le rapport de huit mois d'activités (ce rapport est repris et complété début 1970, voir plus bas). Concernant la documentation, « il faudrait constituer des dossiers et reporter tout ça sur fiches ». Il a besoin d'être soutenu « pour la conception du projet » par le comité, et par une équipe pour le travail pratique. Le travail administratif est assuré par Robert Nicolier qui y consacre toutes ses matinées. Des tournées ont été organisées avec Jean Lasserre (secrétaire itinérant du MIR francophone), Jean-Marie Muller et d'autres. Un camp d'étude a été organisé par Luc Francey (MIR et SCI). Les circulaires sont réalisées avec des stencils à alcool pour les petits tirages, les gros tirages sont imprimés chez les Unions chrétiennes et les travaux soignés chez Jean-Samuel Grand.

Un groupe de travail est consacré à la « Déclaration de Berne ». Le groupe « Action – Réconciliation », pour lequel Michel Grenier est rapporteur, a parlé des groupes locaux et de l'établissement d'une équipe romande qui pourrait « coordonner les actions de tous les mouvements contestataires ». On mentionne le soutien à l'initiative fédérale contre l'exportation d'armes, les tracts à distribuer aux futures recrues, le développement des manifestations, le soutien à une action à Paris, les formations à la non-violence. Des groupes plus ou moins liés au MIR existent à Fribourg, à Neuchâtel (en projet) et à Genève.

### Rapport d'activités du secrétaire romand du MIR

En janvier 1970, Michel Grenier rappelle son cahier des charges : soutenir les groupes non-violents en Suisse romande, liaison et collaboration entre ces groupes, création et développement du CMLK (« bureau de liaison et de documentation en vue d'un futur Centre international M.-L. King » – il se réfère au tract de novembre 1968), soutien aux objecteurs de conscience (procès, visites en prison, lutte pour un service civil), représentation.

Michel est employé par le MIR à 40%, et par la paroisse de Moudon à 60%. Il précise qu'il s'est mis à la disposition de tous les groupes qui luttent par la non-violence, non seulement les membres du MIR. Il mentionne les nombreux groupes qu'il a rencontrés, dans tous les cantons romands.

Une grande partie de son temps a été consacrée à la création du centre de documentation, il doit apprendre les métiers de bibliothécaire et d'archiviste. Il y a

---

<sup>25</sup> Philippe Beck : « 20 années de Centre Martin Luther King à Lausanne », *K comme King*, n° spécial, mai 1988. Bibliothèque CENAC : BR 1644.

<sup>26</sup> *Congrès du MIR à Vaumarcus [27-28 septembre 1969]*. Archives CMLK/CENAC : K.A.009 (en cours).

150 livres et plus de 60 brochures, des hebdomadaires et des revues. Une cinquantaine de fiches indiquent par thème les principaux articles recensés. Cette documentation commence à être consultée. Un Comité du centre de documentation (ou Conseil directeur) s'est constitué, formé de représentants de divers mouvements pacifistes.

Dans le cadre de l'effort visant à instaurer un service civil, Michel a établi un contact personnel avec deux juges militaires, des officiers, des politiciens, etc.

Il a participé à une dizaine de rencontres du comité romand du MIR, et représenté le MIR aux comités du Conseil suisse de la paix, d'Eirene, de la Conférence chrétienne pour la paix, à des rencontres du SCI, au congrès du MIR français, etc.

### « Un lieu de rendez-vous » (1971)

Dans un article paru en mars 1971 dans *Le Peuple*, Michel Grenier dit que le centre dépend des contributions financières du MIR, qu'il est « uniquement un moyen d'information, (aussi) à la disposition des organisations de non-violents pour des séminaires ou des rencontres internationales ». Il ajoute : « c'est, en quelque sorte, un lieu de rendez-vous. Notre but n'est pas de lancer des actions concrètes, telles que des manifestations publiques ou des grèves de la faim, mais plutôt de contribuer à préciser les pensées et les convictions ». Le principal souci est de mettre en valeur la documentation, un essor freiné par le recours au seul volontariat. À ce moment, Michel partage son temps entre le MIR et une paroisse à Payerne<sup>27</sup>.

### *L'Essor – La Réconciliation*

---

Une collaboration s'est établie entre le MIR et l'équipe rédigeant le bimensuel *L'Essor*. De 1966 à 1969, des numéros sont « rédigés par la branche romande de la Réconciliation ». Puis onze numéros paraissent de 1970 à 1972 à un rythme trimestriel, sous le titre « La Réconciliation : édition de l'Essor rédigé par la branche romande du MIR ». Ce sont des folios A3, donc deux grandes pages. Le numéro du 25 octobre 1971 est « conçu pour être envoyé à tous les prêtres et pasteurs de Suisse romande », dans le cadre d'un débat autour de l'Initiative de Münchenstein pour un service civil.

Avec la création de la Fédération romande des mouvements non-violents en 1972, ce bulletin devient *Combat non-violent*. La branche romande du MIR publiera à nouveau un trimestriel dès 1982, le *Bulletin romand de la Réconciliation*.

### La Fédération romande des mouvements non-violents (1972)

---

#### Fondation

Le développement du CMLK impose un travail à plein temps que le MIR ne peut pas assumer seul. Un incident début 1971 provoque un remaniement du secrétariat : Michel est écartelé entre ses emplois de Payerne et de Lausanne, il roule trop vite sur une route enneigée et se retrouve dans un champ. Le « jeune secrétaire romand de l'IRG (...) fit preuve d'une grande générosité » en invitant les mouvements pacifistes liés au CMLK à augmenter leur coopération : des bénévoles font vivre le CMLK

---

<sup>27</sup> K. Sch. in *Le Peuple*, 1971, op. cit.

(toujours avec l'aide d'Annette) et Michel peut prendre une suffragance à plein temps l'hiver suivant, à Oron<sup>28</sup>.

Une circulaire du 28 juin 1972 propose « une plateforme commune d'action : Le CMLK regroupe en Suisse romande tous ceux qui veulent construire une société fraternelle, en menant un combat politique pour un changement profond et rapide des structures et des mentalités par des moyens non-violents ».

Un autre document précise : « Le CMLK passe par une profonde mutation. Au lieu d'être soutenu essentiellement par le MIR, il est question qu'il devienne l'organe de coordination de tous les mouvements non-violents de Suisse romande. Un journal commun *Le combat non-violent* devrait être lancé en septembre. Le Centre doit devenir un point de ralliement pour tous ceux qui se posent des questions sur l'armée, la violence et la non-violence, ou veulent changer les structures et l'homme en vue d'une société fraternelle »<sup>29</sup>.

La Fédération romande des mouvements non-violents est fondée par une assemblée romande de délégués le 30 septembre 1972, avec le CMLK pour secrétariat. Les groupes fondateurs sont le MIR, Dai Dong, Pax Christi, IRG, les groupes genevois et lausannois du SCI, le groupe de l'Arche, École instrument de paix (Genève), et des groupes locaux à Lausanne, Fribourg, Romont, Sion, Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds.

Le premier numéro du mensuel *Combat non-violent* paraît en octobre 1972.

### Premiers secrétaires

Au début, Michel Grenier reste en fonction à plein temps et sa femme Annette l'aide bénévolement. Le secrétariat est assuré à mi-temps par Marguerite Golay.

Claire-Annette Aerny remplace Michel Grenier en avril 1974, puis Michel Froidevaux le printemps suivant, tous deux étaient d'abord engagés bénévolement au CMLK. Jean-Claude Hennet remplace temporairement Michel Froidevaux quand celui-ci est en prison pour objection. Annette Grenier et Suzanne Freymond poursuivent leur efficace travail bénévole. Le nouveau secrétaire en 1978 est Alain Lenoir.

### Structures et financement

Le MIR alloue 10'000 francs au CMLK pour l'année 1973, « bien que les engagements financiers d'autres mouvements intéressés au maintien du Centre n'aient pas été réalisés comme prévu ». Par ailleurs 13'000 francs sont versés au secrétariat francophone du MIR<sup>30</sup>.

Dans un rapport de juillet 1973, le secrétaire Michel Grenier fait le point sur « une expérience en Suisse romande : Le Centre Martin Luther King, tentative de fédération de mouvements et groupes non-violents ». Il décrit les structures comme « aussi simples et souples que possibles ». Une rencontre de délégués des groupes a lieu tous les deux mois. Une équipe lausannoise expédie les affaires courantes et soutient le secrétariat, composé d'un secrétaire à plein temps et deux à temps partiel. La Fédération vit sans statuts, sans comité élu et sans président. Tous les collaborateurs de *Combat non-violent* sont bénévoles, il est vendu 50 centimes pour 12 à 16 pages, moins de la moitié sont diffusés par abonnement et des distributeurs locaux vendent

---

<sup>28</sup> Michel Grenier 1997, op.cit.

<sup>29</sup> Philippe Beck 1988, op. cit. Source principale de ce chapitre.

<sup>30</sup> *Cahiers de la Réconciliation*, juin 1973, rubrique « Suisse », p. 28.

le reste. Le budget de 55'000 francs par an est « très lourd pour une poignée de membres engagés et des militants très jeunes et désargentés ».

### Séparation

Entre Fédération et CMLK les relations sont compliquées. Finalement c'est la rupture en 1979, le CMLK devient « Coordination locale pour l'action non-violente ». Et la Fédération a pour secrétaire Pascal Tharin.

### Développements

---

Pour la suite de cette histoire, voir en bibliothèque :

- Philippe Beck : « 20 années de Centre Martin Luther King à Lausanne », *K comme King*, n° spécial, mai 1988, 46 p. [BR 1644]
- *35 ans du CMLK : Récits, témoignages, archives*. Tirés à part des numéros 26 et 27 de *Terres Civiles*, sept. et déc. 2004, 40 p. [BR 1978]
- *Le CMLK/CENAC en quelques dates et photos : 1968-2008 : Quarante ans d'action non-violente en Romandie*, 2008, 16 p. [BR 2102]

Dans les archives :

- Historique du CMLK : Collection de documents divers (brochures, articles, exposés, photocopies des textes fondateurs) 1968-2004, 3 cm [D.M.CMLK/H]
- Historique du centre de documentation du CMLK : Collection de documents divers : 1965-2004, 4 cm [D.M.CMLK/D]
- Historique du CENAC : Collection de documents divers : 2005- (en cours) [D.M.CENAC/H]
- Centre Martin Luther King (CMLK), 1968–2005, 17 classeurs ou dossiers à La Chaux-de-Fonds et 4 classeurs ou dossiers à Lausanne [D.M.CMLK]

Michel Mégard, relecture Philippe Beck  
10 août 2018, révision 24 août 2018